

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article516>

Déclaration préliminaire du SNTRS-CGT, SNCS FSU et SGEN CFDT recherche EPST

- ACTUALITES - Dossiers Thématiques - ARCHIVES - 2011 -

Date de mise en ligne : vendredi 25 février 2011

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Monsieur le Président

Nous tenons à dénoncer publiquement l'absence de dialogue social réel au CNRS. L'opacité totale prime dans vos intentions et dans toutes les décisions qui s'annoncent et celles qui n'ont pas été annoncées.

Nous dénonçons votre choix de ne plus informer ni de consulter les organisations représentatives des personnels et les instances consultatives de l'établissement avant les prises de décisions.

Le CNRS s'est construit autour d'un ensemble de concertations relatives à la science, à l'organisation administrative de celle-ci et autour de la gestion des personnels. Même avec des débats vifs, une concertation réelle finit par être constructive.

Aujourd'hui, les organisations et les instances ne sont consultées que sur des dossiers ficelés.

Il n'est pas possible de continuer avec un tel mode de fonctionnement

Nous exigeons d'être informés et consultés sur ce que vous mettez en place pour l'avenir du CNRS. Et notamment sur :

- ▶ La mise en place de la RGPP au CNRS
- ▶ L'avenir des délégations de province et les fusions des délégations de la région parisienne avec leurs conséquences pour les personnels
- ▶ La mise en place de la DGG et des unités mixtes de service pour remplacer les délégations régionales sur les grands sites universitaires
- ▶ L'avenir des personnels administratifs et de gestion
- ▶ Les discussions en cours entre le CNRS et l'INSERM
- ▶ La modification de la durée du contrat des UMR
- ▶ Les choix de gestion et de vente du patrimoine immobilier
- ▶ Les choix en matière d'emploi

Nous vous demandons de clarifier votre position sur l'avenir du CNRS après le Grand Emprunt. Vous en avez débattu dans le dernier séminaire de direction.

Nous attendons de la direction du CNRS qu'elle défende l'organisme et qu'elle rétablisse un véritable dialogue social.

Paris le 22 février 2011